(A)

(N° 245.)

SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 17 MAI 1848.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de Loi sur l'entrée des machines.

(Voir les N^{os} 204 et 263 de la Chambre des Représentants, et le N^o 207
du Sénat.)

MESSIEURS,

La loi du 22 février 1834 a exempté de tous droits d'entrée, dans certains cas déterminés, les machines ou ustensiles importés en Belgique.

Cette loi a été suivie d'un arrêté royal en date du 12 avril 1834, qui avait pour but de réglementer l'introduction des machines étrangères, de manière à empêcher des abus dont les constructeurs belges auraient été en droit de se plaindre.

Comme la loi du 22 février ne devait avoir qu'une durée de 5 ans, les Chambres la prolongèrent de trois en trois ans par les lois des 7 mars 1837, 29 mars 1841 et 12 avril 1845.

Il résulte des motifs donnés par le Gouvernement et qui ont été approuvés par la Chambre des Représentants, que les circonstances qui ont fait adopter la loi primitive n'ont pas cessé de se présenter.

Il paraît constant que les constructeurs belges ne peuvent, jusqu'à présent, fournir toute espèce de machines perfectionnées et que réclament nos industriels, afin de pouvoir soutenir la concurrence avec les produits étrangers.

Tout en rendant hommage à l'habileté et aux efforts louables des constructeurs belges pour lutter avec leurs concurrents du dehors, ils ne sauraient se tenir constamment au courant de toutes les inventions et de toutes les améliorations introduites dans les divers pays industriels.

La franchise de droits ne pouvant d'ailleurs être appliquée qu'aux machines qui ne se fabriquent pas dans le pays, il n'en résulte pas un préjudice pour les constructeurs, qui peuvent aussi importer eux-mêmes les procédés nouveaux, et se réserver le marché intérieur en les reproduisant.

Quand à l'utilité qui doit en résulter pour l'industrie, il semble que les quatorze années d'expérience, traversées depuis l'introduction de la mesure dont on demande la prolongation pour 5 ans, et les avis favorables des chambres de commerce doivent rassurer la Législature et la déterminer à adopter la loi présentée.

L'art. 1^{er} n'a subi d'autre modification que l'ajoute des derniers mots de

(2)

§ 1^{er}, en appliquant ainsi d'une manière plus explicite, la disposition aux instruments d'agriculture.

A l'art. 2 l'on a substitué le mot *nouveaux* au mot *inconnus*. Ce changement de rédaction fera cesser le doute qui s'était souvent élevé sur la question de savoir ce que l'on devait entendre par *mécaniques* ou *ustensiles inconnus*.

Les art. 3, 4, 5, 6, 7 et 8 n'ont donné lieu à aucune observation de la part de votre Commission, qui vous propose d'adopter la loi telle qu'elle a été transmise au Sénat.

Le Baron DE ROYER DE WOLDRE.

Le Chevalier WYNS.

DUMON-DUMORTIER.

Le Vicomte DESMANET DE BIESME.

DINDAL, Rapporteur.